

La ville d'Evreux envisage de fusionner trois structures culturelles ayant des missions complètement différentes. L'objectif : faire des économies. Or, regrouper dans un EPCC (établissement public de coopération culturelle) la [scène nationale](#), l'[Abordage](#) et le [Cadran](#) n'est certainement pas la meilleure solution. Des expériences dans d'autres régions l'ont démontré.



future salle dédiée aux musiques
actuelles
photo Kryptoy

Discours contradictoires au sein de la municipalité, résultats d'études et projet qui se font attendre... C'est le **véritable flou** concernant le devenir de la culture à Evreux, notamment celui de l'Abordage. D'autant que Guy Lefrand, maire d'Evreux, qui a fait campagne sur la destruction de la future salle de musiques actuelles, n'a cessé d'attiser les braises jusqu'à remettre en cause la compétence de l'équipe de l'Abordage pour l'organisation du festival du Rock dans tous ses états lors du dernier conseil municipal.

A Evreux, il y a l'Abordage, la scène nationale et le Cadran, trois structures avec des cahiers des charges différents et des programmations très éloignées. La municipalité a néanmoins décidé de les réunir dans un EPCC (établissement public de coopération culturelle). « **C'est la pire chose qui pouvait arriver** », remarque Henri Didonna, directeur de [L'Autre Canal](#) à Nancy et ancien chef de projet à Evreux.

Quelle identité ?

Un EPCC oblige différents partenaires à s'engager sur le long terme. « *C'est le bon côté mais c'est une théorie. Rien n'empêche à un des partenaires de se désengager. Surtout un EPCC manque de souplesse, fixe un cadre qui nuit à la créativité et noie les identités. Aujourd'hui, des voix commencent à s'élever* », explique Henri Didonna.

Pour Vera Bezsonoff de la [Fedelima](#), fédération des lieux de musiques actuelles, « fusionner nuit à la diversité de la culture. Il ne faut pas oublier que les lieux dédiés aux musiques actuelles sont **des initiatives citoyennes** en direction d'une population et d'un territoire. Ils multiplient les actions culturelles vers différents publics, accompagnent les groupes, diffusent... C'est tout un savoir-faire. Donc fusionner dans une grosse machine différentes structures, c'est occulter l'histoire et le sens du projet ».

Il y a des **liens forts** entre Evreux et les musiques amplifiées. « La ville a une histoire particulière avec le rock », rappelle Henri Didonna. « Le club de la MJC fait partie des premiers lieux en France qui ont accueilli très tôt des groupes de la veine alternative dans les années 1980. De plus, avec la base aérienne, la présence américaine fait que le jazz, le rock étaient présents dans la ville. J'ai vu des photos de jeunes prises à Evreux. On pouvait se demander si on était pas à Memphis ».

Ailleurs

Il y a eu dans d'autres villes de France des projets de fusion. Comme à Cavaillon. « Fin 2000, la ville a dénoncé la convention qui la liait au Grenier à sons et a demandé à la scène nationale de reprendre le volet musiques actuelles. Conséquences : le projet est mené à petite échelle. Alors qu'il y avait une cinquantaine de dates au Grenier à sons. Il n'y en a plus qu'une dizaine. Une fusion freine une dynamique », explique Vera Bezsonoff.

Est-ce que fusionner et mutualiser permet de **faire des économies** ? Tel est le but recherché par la municipalité d'Evreux. Pour Henri Didonna et Vera Bezsonoff, « c'est un leurre ». « Au niveau national, c'est reconnu, les prix de l'artistique varient en fonction du lieu où les artistes jouent. Ils sont bien plus élevés dans une scène nationale. Si un artiste demande 1 000 à une association, il demandera 2 500 à une smac et 5 000 à une scène nationale », indique Henri Didonna.

A cela s'ajoutent des « *lourdeurs administratives* », les « *mêmes coûts de communication puisque les programmes ne sont pas sur les mêmes logiques* ». A Metz, la ville a souhaité intégrer la nouvelle smac à l'[Arsenal](#). « *C'est une vraie usine à gaz* », estime le directeur de L'Autre Canal. « *Le projet est illisible. A Nancy, la ville verse trois fois moins d'argent et nous faisons deux fois plus* ».

Quelle solution ?

Pour le futur Abordage qui n'ouvrira certainement pas ses portes, comme prévu, en janvier 2016, la meilleure des solutions reste, selon Henri Didonna, une délégation de service public pour gérer un tel lieu. « *Cela permet, dans un cadre défini, à des opérateurs d'être indépendants et réactifs au quotidien. Ce que demande les musiques actuelles. Contrairement à une institution où on doit penser avec un an à l'avance* ».

Dans le cahier des charges qui avait été écrit, les missions étaient précises : concert, appui à la création, action culturelle. « *Il y avait aussi une particularité : la salle devait être un lieu de vie, de rencontre, un équipement **ouvert sur la ville** et on pouvait envisager une pluridisciplinarité à petite échelle. Il y avait une proximité avec les autres salles, les associations, le conservatoire. Cela permettait à cet équipement de sortir de cette situation clanique. L'Abordage est souvent considéré comme un lieu où qui d'autres que des rockeurs pouvaient se complaire* ».

Depuis un an, l'histoire de l'Abordage s'écrit avec quelques avancées mais surtout beaucoup de retours en arrière. Les membres de l'association restent inquiets quant à leur avenir proche.